

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Zambie — Rhodésie

SITUATION TENDUE

La réunion au sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sur la question du Sahara occidental, qui devait se tenir à Lusaka — capitale de la Zambie — a dû être déplacée. La raison en est : les menaces d'agression de la Rhodésie contre la Zambie qui

se précisent de plus en plus.

Dimanche, au cours d'un meeting à Lusaka, le président zambien, Kenneth Kaunda, a accusé le régime raciste rhodésien d'avoir lancé des bombes au napalm en territoire zambien, le 31 août dernier.

Le président Kaunda a précisé que l'attaque au napalm de l'aviation rhodésienne sur le district de Feira avait tué trois soldats zambiens, blessé trois soldats et deux civils. Il a également indiqué que, selon les services secrets zambiens, un commando de 12 Rhodésiens avait franchi la frontière zambienne avec pour mission de détruire des installations stratégiques.

Le président a lancé un appel à la vigilance à toute la population, afin que les 12 Rhodésiens soient pris vivants.

Soweto (Azanie)

Des incidents sporadiques se déroulent depuis plusieurs semaines entre les jeunes et la police, tandis que le boycott massif des cours se poursuit. Vendredi, dans l'immense cité-dortoir de Soweto où vivent plus d'un million d'Africains, un jeune noir a été assassiné par la police.

Des affrontements ont également eu lieu, vendredi, dans un établissement scolaire près de Prétoria, où un boycott similaire se poursuit.

Les étudiants demandent l'abolition du système d'éducation séparé pour Noirs. Ils sont soutenus par leurs professeurs qui menacent de démissionner en bloc mardi prochain.

• Corse UN BIDE POUR LES PARTIS BOURGEOIS

La manifestation réactionnaire convoquée par les élus de la majorité, à Ajaccio, le 9 septembre, a été un bide. Cette manifestation visait à démontrer que, seuls, les «élus» représentent les Corses ; elle visait aussi et surtout à légitimer la répression préparée par le gouvernement contre les autonomistes et les indépendantistes. Un tract, diffusé vendredi matin à Bastia, déclarait : «Samedi, le nettoyage devra commencer. Le gouvernement peut compter sur notre aide et comme nous l'avons déjà fait nous devons dénoncer sans pitié la vermine séparatiste et autonomiste».

Mais les Corses soutiennent l'UPC et le FNLC.

Il suffit de rappeler que 10 000 personnes ont participé au Congrès de l'UPC et que les actions du FNLC jouissent d'une approbation indéniable dans la population pour voir qui représentent les Corses.

Fête de l'Humanité LES SILENCES DE MARCHAIS

On ne peut pas parler d'enthousiasme de l'assistance lors du discours de Marchais à la fête de l'Humanité, dimanche.

Bien sûr, à tel ou tel moment, quand Marchais lance une phrase contre Barre ou contre Mitterrand, les applaudissements s'organisent dans les premiers rangs, puis de moins en moins fort vers le fond de l'assistance, mais ce n'est pas cela l'enthousiasme.

Il faut dire que le discours ne comportait rien de bien nouveau et on peut même dire rien de bien enthousiasmant.

Tout d'abord, Marchais a fait une espèce de bilan du plan Barre et a souligné

la baisse du niveau de vie. Puis, il s'est attardé sur les divergences entre le PCF et le PS.

Quand il en est venu à la prochaine réunion au sommet des signataires du Programme commun, il s'est fait beaucoup plus virulent que les semaines précédentes. Sans doute, la direction du PCF se trouve-t-elle pieds et poings liés au PS et ne veut-elle pas briser une alliance qui lui permettra, peut-être, d'avoir quelques fauteuils ministériels. Marchais n'a d'ailleurs en rien précisé jusqu'où il acceptera de négocier, à quel moment il situe le point de rupture.

Par contre, la semaine dernière, à la radio et dans

l'organe du PS, l'«Unité», Mitterrand avait nettement posé ses conditions et ses limites précises. On peut donc dire, qu'au-delà de ses grands airs, Marchais a baissé d'un ton à l'approche du sommet de mercredi.

On remarquera aussi la discrétion de Marchais sur le chômage, la force de frappe et l'arme nucléaire. Ce sont pourtant des problèmes en discussion avec le PS. Marchais veut se garder toute la marge de manœuvre possible, toujours en prévision de mercredi.

Comme nous le disions au début, rien de bien enthousiasmant pour l'ensemble des membres de la base du PCF, venus écouter ce

discours. La seule promesse qu'ils ont à se mettre sous la dent, c'est l'augmentation des salaires et la baisse des prix.

Mais on voit bien des sourcils se froncer quand Marchais précise que même cela ne sera pas facile, car la droite reste forte. Alors, au-delà des belles paroles sur le «parti des travailleurs», que reste-t-il ? Des promesses, au fond, bien incertaines.

Pourtant, les travailleurs qui étaient là, attendent autre chose. En face, en haut de la tribune, on chantonne du bout des lèvres, mais on ne lève pas le poing, surtout pas ! (Sur la fête elle-même, voir notre article, page 3).

A Pékin INAUGURATION DU MEMORIAL A MAO TSE-TOUNG

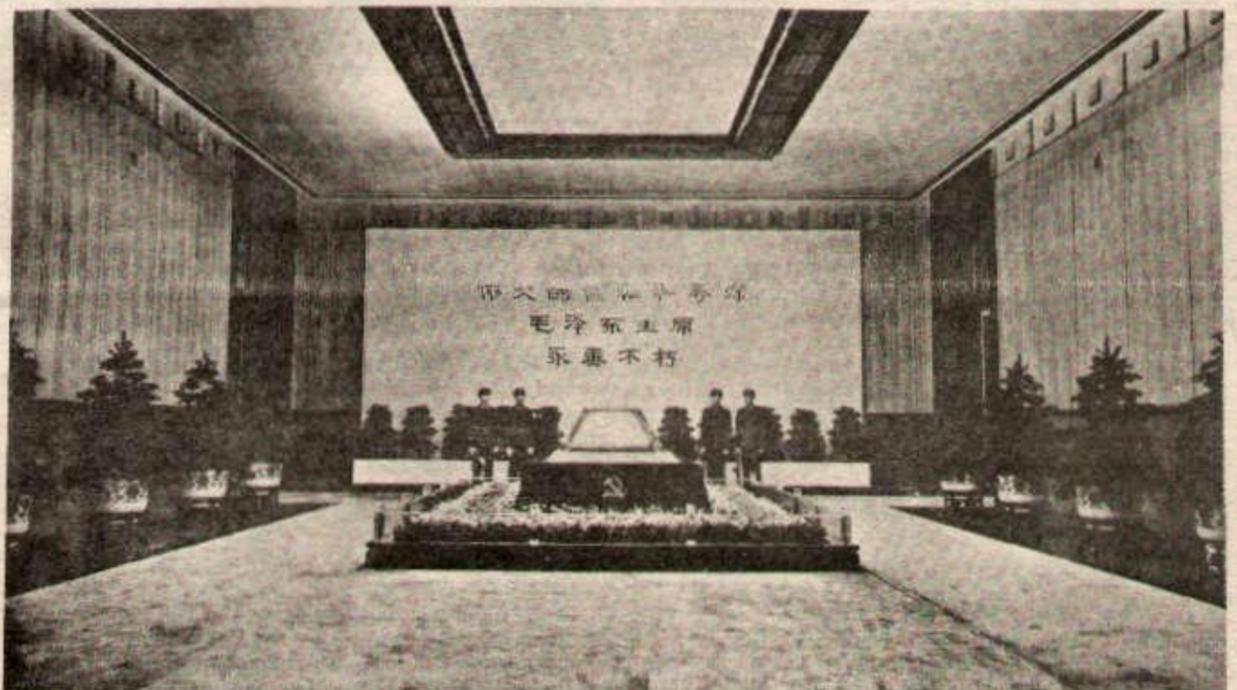
A Pékin, une importante cérémonie a eu lieu le 9 septembre, marquant le premier anniversaire du décès du président Mao et l'inauguration de son mémorial. Après des représentants du XIe Congrès du Parti communiste chinois et les 10 000 participants à la cérémonie d'inauguration, la population a rendu hommage dimanche au président Mao en s'inclinant devant sa dépouille mortelle, place Tien An-men.

Présents à cette occasion, les camarades Le Thakin Ba Thein tin, président du Parti communiste de Birmanie et Jusuf Adjitorop, secrétaire général du Parti communiste d'Indonésie, ont été les premiers dirigeants marxistes-léninistes étrangers à visiter le mémorial.

Dans son discours à la cérémonie, le président Houa Kouo-feng a, entre autre, déclaré qu'«à travers la grande lutte pour l'écrasement des Quatre, de grands et profonds changements sont intervenus dans la situation politique de notre pays (...)

«On est en train de clarifier ce qui est juste et ce qui ne l'est pas quant à la ligne, et que les Quatre avaient embrouillé ; sur tous les fronts, la ligne révolutionnaire prolétarienne et les mesures politiques du président Mao sont appliquées intégralement et correctement. (...)».

En conclusion, le président Houa a déclaré :



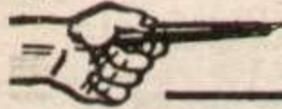
L'intérieur du mémorial à la gloire du président Mao Tse-toung. Le corps du camarade Mao Tse-toung repose, embaumé, dans un cercueil en cristal.

«Les tentatives de tout ennemi de classe, intérieur ou extérieur, visant à faire changer par notre parti la ligne marxiste-léniniste, définie par le président Mao ne sont qu'illusions réactionnaires.

«Nous sommes déterminés à transmettre

aux générations futures ce patrimoine précieux : le grand drapeau du président Mao. Le mémorial du président Mao, qui se dresse sur la place Tien An-men, est le grand et noble symbole de notre ferme détermination et de notre serment sacré».

(suite page 2)



A LA TELEVISION

Lundi 21h 55 A 2

L'oenologie

Après le scandale des vins de Bordeaux, les déclarations de Bonnet sur la «bibine» du Languedoc, il était important de rassurer les consommateurs. Il fallait les persuader qu'ils ne boivent pas de l'acide tartrique, malique, citrique, succinique en guise de vin. Il faut leur ôter de la tête l'idée qu'il ont du glycérol, des phosphates, des chlorures, des sulfates de potasse, de soude, de chaux de fer et d'alumine dans leur verre.

Pour ce faire, on programme une émission sur l'oenologie, connaissance scientifique du vin.

On va nous montrer des tonneliers à l'ouvrage, ou bien la Confrérie des Chevaliers du Tastevin en train d'offrir dans les caves du château Clos-Vougeot.

Derrière cette mise en scène, on trouve les usines qui fabriquent le Margnat, le Kiravi, le Geveor, ou le Vin des rochers, les trusts qui contrôlent le marché du vin, ne réalisent pas assez de profit en vendant du vin naturel, comme celui du Languedoc. Ce vin n'a en effet pas besoin d'être transformé avant d'être commercialisé. Donc, s'il y a moins de travail de transformation, il y a moins de plus-value pour le gros négociant. Ce dernier préfère acheter une matière première à bas prix qu'il puisse transformer en un produit fini. Les gros négociants font donc du «faux vin naturel, très nocif pour les consommateurs. Ces vins reviennent bien meilleur marché et sont vendus au cours des vins naturels. Pendant ce temps, les cuves des petits viticulteurs du Midi restent pleines et Bonnet les accuse de produire de la bibine.

Mardi A 2

DOSSIERS DE L'ECRAN

«Si tout le monde avait la bombe»

Ce débat porte sur la bombe atomique, et sur les dangers qu'elle représente.

En effet, de plus en plus de pays vont bientôt être en mesure de fabriquer eux-mêmes une bombe atomique. Que va-t-il se passer alors ? Participent au débat : *Helmut Sonnenfeld*, ancien adjoint de Kissinger, *Alfred Kastler*, prix Nobel de physique, *John Philips*, étudiant américain qui a construit seul une bombe atomique.

Les superpuissances ont perdu le monopole de l'arme nucléaire ? C'est tant mieux ! De plus, leur but est de piller les territoires et de s'en emparer, elles n'oseront pas utiliser les armes nucléaires à la légère.

L'histoire a prouvé qu'il n'y a pas d'arme invincible : l'invention de la lance a entraîné celle du bouclier, l'apparition des chars a donné naissance aux canons sans recul, la bombe atomique sera surpassée déjà, on met au point des armes plus puissantes qu'elles.

Malgré leur puissance, les armes atomiques ne sont pas à redouter, ce sont «des tigres en papier», comme l'a indiqué la président Mao et on peut les dominer en mobilisant le peuple, en l'appelant à se préparer à une attaque nucléaire, à creuser des abris. Les échecs successifs de l'impérialisme US (premier détenteur de la bombe), en Chine, en Corée puis en Indochine, prouvent bien que c'est toujours la volonté du peuple qui détermine l'issue de la guerre. Une guerre juste jouit de l'appui du peuple. La guerre populaire est mille fois plus puissante que les armes nucléaires ; l'arme la plus puissante c'est la guerre populaire.

Mardi

AU-DELA DE L'HORIZON

Jules Verne

C'est lui l'inventeur de la science-fiction. En 43 ans de vie littéraire (1862-1905), il a fait plus de 64 «voyages extraordinaires». On ne compte plus les machines qu'il a inventées. Il faut dire qu'il était tenu par contrat de fournir trois manuscrits par an pendant vingt ans à Jules Hetzel, fondateur des collections de poche.

Jules Verne, républicain quarante-huitard disait : «Tout par la vapeur et l'électricité ; substituer à l'exploitation de l'homme, l'exploitation du globe pour l'humanité». C'était la deuxième moitié du XIXe siècle, l'époque du règne du positivisme. La bourgeoisie répandait l'idée que la science était synonyme de progrès social, qu'elle pouvait tout expliquer et tout résoudre. Ceci lui permettait de masquer la lutte de classe, de cacher que tous les progrès dans les sociétés se sont produits par des révolutions.

• Inde

LE POIDS DE L'OPPRESSION SOVIÉTIQUE (2)

L'URSS se comporte envers l'Inde exactement comme une puissance colonialiste classique.

A la faveur du conflit indo-pakistanaï de 1971, elle a fait signer au gouvernement indien un traité

d'«amitié», puis un pacte militaire qui comporte une clause d'aide mutuelle obligatoire entre les deux pays.

Et en 1973, un pacte économique a été signé, qui permet à l'URSS de prendre

le développement industriel de l'Inde sous son contrôle.

Dans ce domaine économique, l'URSS pénètre dans l'économie indienne au moyen d'accords entre les deux États et par l'intermédiaire des organismes étatiques indiens. Elle a déjà le contrôle absolu du pétrole et de l'industrie pharmaceutique.

Pour prendre le contrôle de l'approvisionnement en pétrole, l'URSS a affecté de soutenir la volonté d'indépendance de l'Inde vis à

vis de l'impérialisme occidental - et lui a proposé son pétrole... à un prix 20 % plus élevé que le cours mondial (en 1959). Et depuis qu'elle a pris le contrôle de l'industrie, elle a pu imposer des augmentations à son gré.

L'URSS s'efforce aussi d'intégrer l'économie indienne dans sa propre organisation économique. Ainsi, les plans de production de l'Inde sont conçus en fonction des besoins soviétiques.

Ce qu'a été la stérilisation forcée

Dans la ville de Barsi (65 000 habitants), les autorités locales reçoivent l'ordre de procéder en dix jours à la stérilisation de 1 000 personnes en février 1976. Craignant de se heurter à une forte résistance de la part de la population locale, elles décident de stériliser les villageois qui se rendent à Barsi pour vendre

ou acheter des produits agricoles.

En huit jours, ils stérilisent de force 1 042 personnes, dont 20 pour la seconde fois, une pour la troisième fois, et deux hommes âgés de 80 et 70 ans.

(Selon le Bulletin de l'Inde nouvelle publié par l'Ipana).

• Namibie

M. Sam Nujoma, président de la SWAPO, parti nationaliste namibien, qui séjourne à Paris, a déclaré jeudi soir à l'AFP qu'il déclinaït l'offre de rencontre formulée pour la première fois par M. Marthinus Steyn, nouvel administrateur général de la Namibie pour «discuter de l'organisation d'élections générales» dans le territoire administré par l'Afrique du Sud raciste.

Expliquant son refus, Nujoma, a dit : «On ne peut accepter de parler au représentant d'un pays qui «massacre» les Namibiens et «viole les droits humains fondamentaux».

Steyn n'a pas le droit de l'appeler en Namibie, «mon propre pays où je suis libre d'aller quand je veux», a-t-il affirmé.

• Comores

Les délégués du «Comité des sept» de l'OUA, chargés d'examiner le problème du rattachement de l'île de Mayotte à l'État comorien, se réunissent ces jours-ci à Moroni.

Cette réunion, a précisé le secrétaire général de l'OUA, a pour objet de mettre fin à l'actuelle «balkanisation» de l'État indépendant des Comores. Elle doit permettre à l'Organisation de réaffirmer ses principes sur le problème, en vue d'une pression active sur la France et sur l'opinion publique française afin que le gouvernement français «reconsidère» sa position. C'est une manifestation de la solidarité de l'Afrique entière à l'égard du peuple comorien. C'est une réponse à l'appel

lancé pour la première fois par les Comores à l'Afrique, a-t-il précisé. Outre l'Algérie, le Cameroun, le Gabon, Madagascar, le Mozambique, le Sénégal et les Comores, des représentants de différents pays participent à la conférence, venant de l'Inde, de Chine, de Corée et d'Égypte.

• Pékin

Inauguration

du mémorial

à

Mao Tse-Toung

(suite de la page une)

«Nous vivons une époque d'importance historique où nous devons continuer l'œuvre de nos prédécesseurs et frayer une voie à l'avenir.

«La continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat est une lourde tâche à accomplir, un long chemin à suivre.

«Nous avons déjà remporté de grandes victoires. Nous devons encore combattre avec efforts, surmonter les difficultés dans notre marche en avant.

«Lever haut le drapeau du président Mao, persévérer dans la ligne fondamentale du parti pour la période historique du socialisme, axer tout le travail sur la lutte de classes, pour que l'ordre règne dans le pays, poursuivre la révolution, lutter pour édifier un État socialiste, moderne et puissant, telle est la ligne du XIe Congrès du parti (...).»

COMMUNIQUÉ DE L'UNION DES ÉTUDIANTS GUYANAIS

Le samedi 3 septembre 1977, en faisant débarquer 45 Hmongs en Guyane, le gouvernement colonialiste français a décidé, une fois de plus, de bafouer la volonté du peuple guyanais.

De tous temps, le gouvernement colonialiste français a voulu faire de la Guyane une colonie de peuplement. Depuis quelques années, de nombreux projets se succèdent : 1975, il s'agissait de 40 000 Vietnamiens, sur une population de 60 000 Guyanais, projet abandonné devant le refus unanime et total qu'opposa le peuple guyanais. 1975, 30 000 colons français sont recherchés pour aller recoloniser la Guyane. Là encore, le peuple s'est mobilisé tandis que l'opinion internationale s'est indignée. Le gouvernement colonialiste français a reculé officiellement. 1977, il s'agit cette fois de 40 000 colons Meos Hmongs, rescapés de la guerre d'Indochine, qui avaient choisi de servir les intérêts coloniaux et néo-coloniaux au Vietnam, au Cambodge et au Laos.

L'obstination du pouvoir colonial met en lumière ses intentions de «génocide par persuasion» (ou par substitution), afin d'exploiter en toute impunité les ressources naturelles de la Guyane (bois, bauxite, or tantalite).

Le peuple guyanais, à travers ses organisations représentatives a dénoncé ce projet criminel d'invasion de notre pays (...)

(...) Jeudi 11 août 1977, devant une assemblée de plus de 1 000 personnes, «le Mayouri contre l'invasion et pour la survie du peuple guyanais» a tenu un important meeting à la mairie du Cayenne.

Le 25 août, à l'appel du Mayouri et avec la participation des organisations invitées, une grande manifestation de rue a eu lieu à Cayenne pour protester contre l'invasion projetée par les colonialistes français. Elle s'est clôturée par un grand meeting réunissant 2 000 personnes environ.

Le peuple guyanais a clairement démontré, s'il en était besoin, qu'il était opposé à l'installation des Meos Hmongs sur son territoire national.

Le gouvernement colonialiste français s'obstine à vouloir réaliser son plan en dépit de la volonté populaire largement exprimée ; c'est ainsi que le 3 septembre 1977, une première vague de 45 Hmongs a été débarquée à l'aéroport Rochambeau quadrillé par les forces de répression amenées en grand renfort.

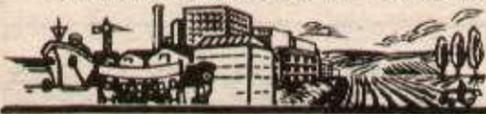
Le gouvernement colonialiste, à travers les mass-média qu'il contrôle, mène une vaste campagne d'intoxication qui tend à faire croire :

- Que cette opération est humanitaire, alors qu'il s'agit de mettre en place une population docile et au service de ses intérêts coloniaux.

- Que cette opération se limitera à l'implantation d'une centaine de familles, alors qu'il existe un plan d'implantation massive.

(...) Le peuple guyanais, mobilisé, n'acceptera pas cette invasion que veut lui imposer le gouvernement colonialiste français, et mettra tout en œuvre pour faire échouer ce projet criminel.

Note : Mayouri : terme créole guyanais qui signifie un rassemblement pour effectuer un travail en commun.



nouvelles intérieures

Fête de « l'Humanité » Coca-cola, BNP et gros sous

Sitôt payée l'entrée, le visiteur est accueilli par une énorme banderole « Ricard ». Il se promène d'allées en allées, entre le stand de la BNP dont le « mot d'ordre » est : « Vous allez partout avec un chèque de la BNP » et celui du Crédit

lyonnais, entre le stand où l'on vend des armes russes et celui où l'on vend des Volkswagen.

L'alcool est présent partout : Ricard, bien sûr, mais aussi le pastis Duval, le champagne « spécial fête de l'Humanité », le baptême

au vin du pays, la bière partout présente.

De-ci de-là, un stand avec un mot d'ordre politique, le nom d'une entreprise, mais ce n'est qu'une banderole, l'essentiel c'est de vendre des frites, des crêpes, des merguez... et pas à n'importe quel prix.

Le but de la fête est clairement expliqué partout : faire de l'argent, faire des adhésions, faire des

abonnements et surtout le faire par n'importe quel moyen.

Rien d'étonnant, dans ce cas, que soient invités les grands groupes monopolistes français, qu'on fasse de la publicité pour les voitures Renault ou que l'on expose les grosses Citroën.

Les commerçants de tout poil sont à l'aise à la fête de l'Humanité, puisque tout repose sur le trafic d'argent.

Gierek a Paris UN RENEGAT A LA CLASSE OUVRIERE

Gierek, le chef de file de la clique de nouveaux bourgeois au pouvoir en Pologne, doit arriver ce lundi à Paris en visite officielle.

Gierek, qui a remplacé Gomulka en 1970, a en effet poursuivi la politique antiouvrière et antipopulaire de celui-ci. On se souvient que, c'est à la suite de violentes manifestations de dizaines de milliers d'ouvriers, notamment à Stettin et Gdansk, que Gomulka avait dû partir après avoir envoyé les chars contre les ouvriers.

En 1976, à Radom et Ursus, de nouvelles manifestations ont eu lieu, Gierek a fait agir sur une grande échelle la police politique et, à l'heure actuelle, plusieurs personnes, membres du comité de soutien aux ouvriers victimes de la répression, sont persécutées.

En même temps qu'il conduit une politique capitaliste de dictature bourgeoise à l'intérieur du pays, E. Gierek est un allié du social-impérialisme russe, et comme ses protecteurs du Kremlin, c'est un actif

propagateur de la prétendue « détente », ce rideau de fumée derrière lequel les révisionnistes russes préparent leur expansion.

Il ne faut pas oublier que, membres du Pacte de Varsovie, les forces armées polonaises ont participé à l'occupation de la Tchécoslovaquie.

Voilà qui donne un éclairage particulier aux propos de ce Gierek lorsqu'il déclare à l'AFP que les conversations qu'il va avoir avec le président Giscard d'Estaing permettront « d'harmoniser nos actions pour défendre l'œuvre de la détente ».

Gierek a peut-être été mineur tout jeune, en France, mais il a trahi sa classe et est devenu un nouveau bourgeois. Pour notre part, nous soutenons la juste lutte du peuple polonais avec à sa tête le Parti communiste de Pologne, dirigé par Kasimierz Misjal, contre la dictature de la bourgeoisie, pour la restauration de la dictature des masses ouvrières et populaires sur la bourgeoisie.

Les marxistes-léninistes y étaient

A l'occasion de la fête de l'Humanité, les communistes marxistes-léninistes de la région se sont adressés aux milliers de travailleurs, électeurs et militants des partis de l'Union de la gauche qui s'y rendaient.

Sur le chemin conduisant à la fête, deux groupes de quelques dizaines de camarades ont diffusé tout au long de l'après-midi et de la soirée du samedi plus de 20 000 tracts reproduisant « l'appel de Gémenos » prononcé par notre camarade J. Jurquet.

De courtes interventions au mégaphone rappelaient nos positions communistes sur le chômage et les luttes classe contre classe dans les entreprises, sur les partis de la bourgeoisie traditionnelle et ceux du Programme commun, sur le danger de guerre mondiale et la lutte contre les deux superpuissances, sur la violence et la révolution prolétarienne.

Les réactions hostiles furent peu nombreuses, compte-tenu du contexte et une trentaine de personnes achetèrent le bimensuel. Les discussions ne furent pas rares et instructives, quand, par exemple, on s'aperçoit que, dans l'ensemble, l'Union de la gauche est considérée comme un « moindre mal » et pas du tout comme un « mieux certain ».

Une excellente initiative donc de nos camarades qui ont su s'adresser de manière ferme dans le contenu mais fraternelle dans le style à une masse de travailleurs qui conservent des illusions sur le caractère de classe du PCF.

Quartier du Marais - Paris

RÉNOVATION SOCIALE

L'Intercomité du Marais a tenu le 8 septembre, une conférence de presse pour réfuter toutes les allégations mensongères auxquelles se livre la RIVP après avoir réussi, grâce à une importante protection policière, des autorités de la ville de Paris, à expulser les cinq familles qui occupaient des logements vides dans l'îlot Saint-Paul.

La RIVP a osé déclarer à la presse qu'elle avait agi humainement, nos lecteurs savent bien comment, et que « s'il n'y avait pas d'agitateurs dans le quartier tout se passerait bien ». La vérité c'est que les occupations étaient destinées à renforcer la lutte des 25 familles de locataires en titre qui restent dans l'îlot et qui ne sont pas de trop face à ce requin qu'est la RIVP.

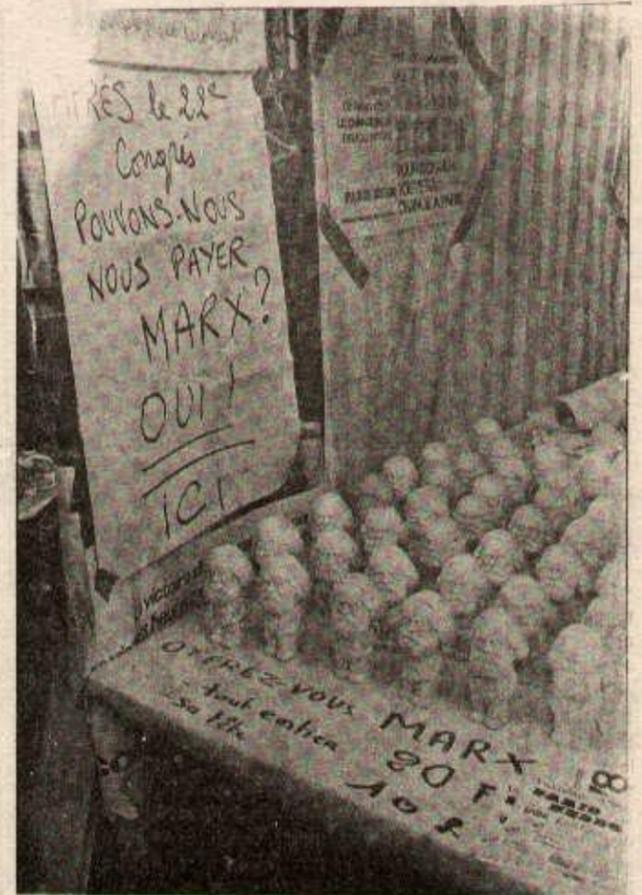
Elles ont été réalisées avec l'accord et le soutien du Comité des locataires de l'îlot St-Paul. Il ne s'agissait par ailleurs nullement de « squatters » mais de mal-logés exigeant le droit au loge-

ment et prêts à payer un loyer.

LES EXPULSIONS

La RIVP soutient qu'elle relogé les habitants dans le quartier. En fait, d'après le mémoire du préfet lui-même, il y avait en 1967: 654 foyers, plus d'un millier de familles et 96 artisans et commerçants dont 60 en activité.

10 ans après, il ne reste que 25 familles alors que la RIVP avoue 200 relogements dans d'autres quartiers de Paris pour la plupart.



Un humour plus que douteux, des statuettes caricaturales, des prix exorbitants, à la fête de l'Humanité. Même Marx se vend. (Photo HR)

FETE POPULAIRE DE L'ESSONNE

dimanche 18 septembre
au centre culturel de Brétigny

8H30 TOURNOI D'AMITIE DE FOOTBALL

12 H GRAND REPAS CHAMPETRE

14 H ouverture de la FETE :
jeux, stands, forums, films, musique, spectacles,...

MOUN'KIKI
et TRISA
chansons
antillaises

SOURDELINÉ
folklore
de France

DJURDJURA
chants de
Kabylie

AVEC LE... des révolutionnaires brésiliens (AYDINLI); de Parti Communiste Marxist-Léniniste d'Argentine; du Groupe d'Intervention Artistique de l'Association Médicale Franco-Paléstinienne; du Comité anti-militariste de Gorbak; des résidents de la SONAGOTRA; etc...

20 H remise des coupes du tournoi de foot
REPAS - BAL POPULAIRE

ENTREE ET CRECHE GRATUITES

achetez notre BOK DE SOUTIEN (10F minimum),
donnant droit à un repas et la gratuité de tous les spectacles.

Organisée par **L'Humanité Rouge**

Plus de 400 familles ont donc été contraintes par des pressions diverses à déménager « à la cloche de bois ». C'est seulement en 1975, du fait de la lutte, que la RIVP a été obligée de faire des relogements dans le quartier : loyers libres, « tout électrique », bail de trois ans. Il s'agit en fait d'expulsions en deux temps car au bout de quelques années les familles populaires qui les ont acceptés seront obligées de partir.

L'INTOXICATION

La RIVP soutient que les locataires en titre ont accepté à l'avance de quitter les lieux. En fait, la ville de Paris après avoir fait mener une « enquête d'utilité publique », dont personne n'a entendu parler dans le quartier a obtenu en 1962 le droit de se rendre propriétaires des immeubles. En 1965, c'est en profitant de l'ignorance des gens et du jargon juridique qu'elle a fait signer des formules sur lesquelles s'appuie mainte-

nant la RIVP. De plus, l'enquête d'utilité publique n'est valable que pour cinq ans, ce que la justice persiste à ignorer et ce qui arrange la RIVP et la ville de Paris.

LA DÉMOLITION

Rénovation « sociale » ? La RIVP a fait casser tous les logements vides dans l'îlot sous la protection de la police.

Les jeunes qui ont opéré étaient des jeunes à cheveux courts avec des pioches et pelles neuves munis d'une liste des locataires en titre.

Pour éviter les « bavures », ils faisaient de grandes croix blanches sur leurs portes. Mardi 6, trois d'entre eux ont été surpris en train de casser cette fois, la porte d'un locataire, 7 rue Charlemagne. Lorsque les habitants ont voulu porter plainte, ils se sont fait vider du commissariat.

Cette rénovation sociale c'est celle qu'organisent le pouvoir et les grandes banques pour leur profit !

A l'occasion du premier anniversaire
de la mort du président Mao
HOMMAGE AU PRESIDENT MAO



Organisé par
L'Association des Amitiés Franco-chinoises

MARDI 13 SEPTEMBRE

20H 30 CINEMA SAINT-LAMBERT

(6-Rue Pécelet - Métro Vaugirard)
Projection du film
« Les Obsèques du Président Mao »



Orlans — Orléans

Conditions de travail des intérimaires

Orlans, qui produit des crèmes de beauté, des parfums et autres, pour le bien-être (?) des femmes, ne se sent sûrement pas concerné par le bien-être des travailleuses et encore moins par celui des intérimaires.

Chez Orlans, les intérimaires ne gagnent que le SMIG, alors qu'elles font le même boulot que nous (notre salaire : 2 500 F environ).

Celles qui n'ont pas d'argent n'ont pas le droit de manger le midi. En effet, le premier jour de leur arrivée, elles sont obligées de payer d'avance leurs tickets de repas pour toute la semaine, sinon tant pis pour elles :

pas d'argent, pas de ticket ! Celle qui est enceinte, n'a pas le droit de quitter son poste de travail plus tôt, comme le font les autres. Il lui faut l'autorisation de la direction de la boîte d'intérim.

Et gare à celle qui ose répondre à un chef, elle peut être sûre que le soir-même, on lui dira que l'on n'a plus besoin d'elle.

Vraiment, on peut dire que les intérimaires sont doublement exploitées et pas seulement chez Orlans ; avoir une direction sur le dos, ce n'est pas drôle, mais alors que dire de deux !

Une camarade d'Orléans

SOUSCRIPTION

Lille 4 et 5 septembre

L'INITIATIVE



Derrière le chef d'orchestre de la chorale «La Lyre des travailleurs» une partie de la nombreuse assistance. (photo HR-Lille)

L'appel à la souscription pour le journal fait partie de l'ensemble de notre combat politique. Il est lié directement à notre action militante dans les usines et les quartiers, au sein des syndicats et dans le domaine culturel.

Appeler à souscrire, c'est demander à un camarade, à un ami, à un sympathisant de nos idées de participer à notre combat contre la bourgeoisie et les dirigeants de la prétendue gauche.

Dans ce sens, nous devons tous prendre des initiatives.

Nous prenons aujourd'hui l'exemple de ce qu'on fait nos camarades de Lille, les 4 et 5 septembre. Écrivez-nous toutes vos initiatives, vos expériences. EN AVANT POUR LES 60 MILLIONS, FIN DÉCEMBRE.

«La braderie de Lille qui dure, sans interrup-

tion un jour et une nuit, aura attiré cette année près d'un million de personnes (selon les estimations des journalistes). Le stand des communistes marxistes-léninistes de France aura connu un beau succès d'influence.

« Sous une grande tente, exposition brillamment éclairée (groupe électrogène 4 000W) était installé une scène sur laquelle se succédaient la chorale «La Lyre des travailleurs», un spectacle de marionnettes et deux montages-diapositives.

«La souscription pour le quotidien a pris un bon départ (400 F) et 40 bimensuels ont été vendus. Au stand des Éditions du Centenaire, les affiches et cartes postales chinoises partaient comme des petits pains. Plusieurs titres furent épuisés au cours de la braderie.

Correspondant HR

LA GAUCHE ET L'EMPLOI

La réactualisation du Programme commun bat son plein et, à quelques jours du sommet de la «gauche», chacun a mis cartes sur table : le PCF dans l'«Huma-dimanche», le PS dans «l'Unité».

A lire les positions des deux protagonistes principaux de l'Union de la gauche, on a vite fait de constater que, dans leur jeu, ne figurent pas les cartes, pourtant les plus fondamentales pour les travailleurs.

Ainsi, la question de l'emploi a dû rester sous la table : aucun non plus ne propose quoi que ce soit sur la réduction du temps de travail.

Voilà bien une preuve de plus, et des plus claires, qu'ils s'apprêtent bien à prendre les rênes de l'État capitaliste, quoiqu'ils se défendent à grands cris de vouloir «gérer la crise» (Séguy et Marchais, les derniers en date). Voilà la preuve qu'ils ne veulent rien changer de fondamental.

S'ils se gardent bien de faire des promesses sur l'emploi, c'est que les dirigeants des partis de l'Union de la gauche savent bien, qu'en système capitaliste, le chômage est une maladie incurable. De plus, lorsque le système est en crise, comme c'est le cas en ce moment, la «remise en ordre de l'économie» qu'elle s'intitule «redéploiement» ou «nouvelle politique industrielle», que les entreprises soient nationalisées ou non, cela se traduit par l'augmentation du chômage et la dégradation des conditions d'existence des travailleurs.

Marchais, parlant récemment à 500 sidérurgistes, ne s'est pas laissé aller jusqu'à dire que la nationalisation de la sidérurgie permettrait la réembauche des milliers de

travailleurs licenciés dans cette branche ces derniers mois !

Sous le capitalisme, seules des luttes répondant aux objectifs peuvent permettre d'empêcher des licenciements, d'obtenir des avantages, et ceci de façon temporaire ; les patrons, la classe capitaliste essayent toujours de reprendre d'une main ce qu'ils avaient lâché de l'autre.

Ainsi en 36 et en 68, ce sont des millions de travailleurs en grève, les occupations d'usines qui ont permis d'obtenir de sensibles avantages dont certains ont été annulés depuis.

En vérité, seul le socialisme, seule la révolution prolétarienne permettront d'en finir avec le chômage comme avec tous les maux du capitalisme.

Si, aujourd'hui, les travailleurs se laissaient endormir par quelques promesses,

s'ils se laissaient entraîner hors de la voie de la lutte, sur celle de la collaboration de classe où veulent les pousser les dirigeants du PC autant que du PS (sous couvert de coopération avec un gouvernement de «gauche»), alors leurs conditions d'existence continueraient à se dégrader et ils continueraient bel et bien à faire les frais de la crise !

Les illusions répandues et les espoirs soulevés autour d'une éventuelle arrivée de la «gauche» au pouvoir, avec ses «remèdes-miracles» du genre nationalisation, ont déjà suffisamment contribué à briser des luttes et à dévoyer la volonté de combat des travailleurs !

LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS ET LA CRISE CAPITALISTE

La délégation régionale (Est de la France) du Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion (CLAP) a fait une enquête sur les travailleurs immigrés et la crise capitaliste, plus particulièrement consacrée aux «immigrés licenciés».

L'activité principale du CLAP est la formation, mais ses statuts précisent qu'un de ses rôles est : «De 1970 à 1976, les entreprises extérieures travaillant pour la sidérurgie, notamment dans les travaux d'entretien, ont licencié 3 700 salariés. Or, ces entreprises emploient surtout des travailleurs immigrés».

Le chômage est profondément injuste, qu'il s'agisse d'un travailleur français ou immigré. Dans la sidérurgie lorraine, il l'est d'autant plus que les pouvoirs publics et le patronat cherchent à en faire endosser la responsabilité première aux immigrés alors que les responsables, ce sont justement le patronat et le gouvernement. De plus, ils s'en servent pour déclencher une campagne raciste.

Les premiers touchés

Le CLAP indique que : «De 1970 à 1976, les entreprises extérieures travaillant pour la sidérurgie, notamment dans les travaux d'entretien, ont licencié 3 700 salariés. Or, ces entreprises emploient surtout des travailleurs immigrés».

Par ailleurs, dans l'ensemble de la région-est, les services et le bâtiment sont plus particulièrement touchés. Or, «étant plus vulnérables, moins qualifiés et travaillant surtout dans les branches en difficulté, les travailleurs immigrés sont les premiers touchés par la crise».

Avec la sinistre opération gouvernementale dite «d'aide au retour», de nombreux im-

migrés — victimes du chômage — sont contraints de retourner définitivement dans leur pays d'origine. C'est le racisme érigé en système, sans que, pour autant, le problème du chômage soit réglé car il ne peut l'être dans un système capitaliste.

La discrimination

Les Assises de Lille du CNPF ont dit crûment : «La migration est fructueuse, dans la mesure où elle permet à notre pays d'économiser une partie des frais d'éducation et de mieux équilibrer les charges de la nation».

Pour le patronat et le gouvernement, tout est centré sur la recherche du profit maximum. Encore quelques chiffres qu'il est nécessaire de connaître pour combattre les préjugés racistes : Sur 100 Algériens qui travaillent en France, 85 sont OS ou rigiers.

manœuvres dont 40 dans le bâtiment et les travaux publics et près de 30 dans la métallurgie, les industries mécaniques, chimiques et textiles.

«Ils contribuent à la couverture sociale des Français : par leurs cotisations sociales, les immigrés contribuent à assurer le versement des prestations aux inactifs, non seulement étrangers mais aussi français. Pour deux raisons, souligne le CLAP, on compte proportionnellement plus d'actifs (5 sur 10 contre 4 sur 10) parmi eux que parmi les Français et ce sont les prélèvements effectués sur les salaires des actifs qui permettent de redistribuer les allocations, les pensions et les retraites. De plus, les étrangers ne reçoivent pas les mêmes prestations alors qu'ils paient les mêmes cotisations : chiffres qu'il est nécessaire de connaître pour combattre les préjugés racistes : Sur ment inférieur quand la fa- 100 Algériens qui travaillent mille est restée au pays d'o- en France, 85 sont OS ou rigiers».